

**Société du Crématorium de Sainte-Rose**

**Demande d'autorisation préfectorale de création du  
crématorium de Narbonne**

**Réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale**

**(Avis N°MRAe 2023APO76 du 15 juin 2023)**

## Introduction

La Société du Crématorium de Sainte-Rose est titulaire du « contrat de concession de service pour la conception, le financement, la réhabilitation/la construction, l'aménagement, la maintenance et l'exploitation d'un crématorium » conclu le 7 septembre 2021 avec la Ville de Narbonne.

Conformément à la réglementation applicable, la Société du Crématorium de Sainte-Rose a présenté une demande d'examen au cas par cas afin de déterminer si le projet de création d'un nouveau crématorium à Narbonne devait ou non être soumis à évaluation environnementale.

Par une décision en date du 3 décembre 2021, la DREAL Occitanie a décidé de soumettre le projet de crématorium à évaluation environnementale.

Cette décision a été portée à la connaissance du public sur le site internet de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie.

La Société du Crématorium de Sainte-Rose a en conséquence procédé à l'élaboration d'une étude d'impact.

En sa qualité de concessionnaire et de maître d'ouvrage du futur équipement public, la Société du Crématorium de Sainte-Rose a ensuite déposé le 13 mars 2023 auprès des services de la préfecture de l'Aude une demande d'autorisation préfectorale de création d'un crématorium, dont le dossier comportait notamment ladite étude d'impact.

Cette demande d'autorisation doit être soumise à enquête publique.

Préalablement à cette enquête, et en application des dispositions des articles L. 122-1, V, et R. 122-7 du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation intégrant l'étude d'impact a été transmis pour avis, par le préfet de l'Aude, à l'autorité environnementale compétente.

Cette dernière est la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie.

Elle a été saisie le 18 avril 2023 et a rendu son avis le 15 juin 2023 (avis délibéré n° MRAe 2023APO76). Dans son avis, la MRAe a formulé un certain nombre de recommandations.

Ainsi que le rappelle son préambule, cet avis, relatif à la prise en compte de l'environnement par le projet de crématorium, vise à permettre d'améliorer sa conception et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur ce projet.

En conséquence, cet avis doit obligatoirement faire l'objet, de la part du maître d'ouvrage du projet, d'une réponse écrite, qui est ensuite jointe au dossier d'enquête publique (articles L. 122-1, V et VI, et R. 123-8 du code de l'environnement).

Cette réponse écrite lui permet d'apporter, en principe au plus tard à la date d'ouverture de l'enquête publique, les précisions ou compléments que l'autorité environnementale ou lui-même estime nécessaires ou opportuns et dont le public pourra donc prendre connaissance.

Le présent document constitue donc la réponse écrite requise. À cet effet, il reprendra systématiquement, sous forme de citations, des extraits de l'avis de l'autorité environnementale avant d'y apporter une réponse.

## Qualité de l'étude d'impact et prise en compte de l'environnement

### Complétude et qualité générale de l'étude :

**Avis de l'autorité environnementale du 15 juin 2023, p. 8 :**

**« L'Autorité environnementale recommande d'identifier clairement l'étude d'impact du projet de crématorium dans le dossier de demande en constituant un document spécifique contenant l'ensemble des éléments attendus au titre de l'article R.122-5 du Code de l'Environnement ».**

**REPONSE APPORTEE :** Une erreur s'est en effet glissée dans le document initial : il s'agit du paragraphe 5° (et non 4°) de l'article R241-32-II du Code de l'Environnement qui mentionne le remplacement de l'étude d'incidence par l'étude d'impact dans un dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau.

La réalisation d'un document contenant uniquement l'étude d'impact reviendrait à créer un doublon avec le dossier Loi sur l'Eau, étant donné qu'ils sont constitués des mêmes éléments.

Le document « Autorisation environnementale » a été donc renommé afin de signaler la présence de l'étude d'impact (partie intégrante du dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau mentionné ci-dessus), qui a bien été réalisée selon l'article R122-5 du Code de l'Environnement.

**Avis de l'autorité environnementale du 15 juin 2023, p. 8 :**

**« L'autorité environnementale recommande que le document « Autorisation environnementale – création d'un crématorium » contienne un chapitre dédié à la présentation de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation (ERC).**

**Ces mesures devront être détaillées, budgétées et faire l'objet des modalités de suivi nécessaires.**

**Elle recommande également d'incorporer un tableau récapitulatif pour chaque thématique environnementale traitée : les enjeux, les impacts potentiels du projet sur ces derniers, les mesures ERC et les impacts résiduels ».**

**REPONSE APPORTEE :** Ces éléments ont été ajoutés au document (paragraphe 4 & 5) sous forme de tableaux.

## Chapitre dédié à la description du projet

**Avis de l'autorité environnementale du 15 juin 2023, p.9 :**

**« La MRAe recommande de compléter le chapitre dédié à la présentation du projet en y intégrant l'ensemble des composantes du projet, comme en particulier les travaux de raccordement au réseau de distribution de gaz.**

**Une description de la phase chantier du projet avec l'ensemble de ses composantes et leurs caractéristiques devra également être fournie ».**

**REPONSE APPORTEE :** La description du raccordement gaz, pour lequel un contrat a été établi par GRDF pour la ville de Narbonne (fourni en annexe), a été ajoutée au dossier (paragraphe 1.3.4). L'extension du réseau sera réalisée sous la voirie du Chemin de Saint-Crescent, puis sous la voirie projetée du crématorium : ces travaux seront réalisés par GRDF. Il n'y aura donc aucun impact de ces travaux sur le milieu naturel.

La phase chantier a été abordée dans le nouveau paragraphe 1.3.5., et notamment les aspects suivants :

- L'installation de chantier et les protections
- Défrichement de la parcelle, incluant les OLD sur les parcelles voisines
- Démolition de l'intérieur du bâtiment principal et du bâtiment annexe
- Terrassement
- Construction des mesures compensatoires, du nouveau bâtiment, des voiries et stationnement

**Avis de l'autorité environnementale du 15 juin 2023, p.9 :**

**« La MRAe recommande de clarifier l'aménagement prévu au droit du parking « alternatif ».**

**REPONSE APPORTEE :** Les différents plans comprenant des délimitations pour le parking alternatif ont été modifiés (dans l'étude d'impact et les annexes 8 & 9) : aucun aménagement n'est prévu pour la mise en place de ces stationnements (hormis le débroussaillage et la création de la haie périphérique prévu par l'étude faune/flore).

**Avis de l'autorité environnementale du 15 juin 2023, p.9 :**

**« La MRAe recommande de mettre à jour l'analyse des effets du projet sur l'environnement et la santé humaine, en phase chantier et en phase exploitation, en conséquence des compléments apportés dans sa description.**

**La démarche « ERC » devra également être réévaluée ».**

**REPONSE APPOREE :** Compte-tenu des réponses apportées aux points ci-dessus (clarification de l'absence d'artificialisation du parking alternatif ; réalisation de l'extension du réseau gaz sous la voirie existante), les effets du projet restent inchangés.

## Analyse des effets du projet sur l'environnement et la santé humaine et démarche d'évitement et de réduction des impacts

### Préservation des sols ainsi que des eaux superficielles et souterraines

**Avis de l'autorité environnementale du 15 juin 2023, p. 10 :**

**« La MRAe recommande de détailler l'analyse des effets du projet sur l'eau et les milieux aquatiques, en particulier en phase chantier.**

**Elle recommande également de proposer des mesures ERC qui soient les plus opérationnelles possibles afin de préserver efficacement tous les enjeux relevés au droit du projet ».**

**REPONSE APPOREE :** Le paragraphe 3.1.2.1 traitant de l'impact sur le milieu aquatique en phase chantier a été complété. Étant donné la faible présence de cours d'eau à proximité immédiate du projet, les impacts directs sont relativement limités.

Les mesures ERC mises en place consistent principalement à défricher avec du matériel léger (réduction de l'érosion des sols) et viennent compléter la création du bassin de rétention des eaux pluviales (dont les 2 fonctions principales sont la décantation des eaux pluviales et la non-augmentation du débit rejeté au milieu naturel) au début de la phase travaux.

D'autres mesures contre la pollution accidentelle font maintenant intégrante du fonctionnement des entreprises de travaux : une attention particulière sera portée au respect de ces mesures.

### Préservation de la qualité de l'air et de la santé humaine

**Avis de l'autorité environnementale du 15 juin 2023, p. 11 :**

**« La MRAe recommande de compléter l'étude quantitative des risques sanitaires et l'étude d'impact en prenant en compte les recommandations de l'ARS. »**

**REPONSE APPOREE :** L'ensemble des modifications apportées au dossier d'autorisation environnementale suite aux remarques de l'ARS sont référencées dans le tableau suivant.

N° remarque	Modification	Document concerné	Page
3	Mise à jour des références réglementaires : <ul style="list-style-type: none"><li>Articles D.2223-99 à D.2223-103-1 du Code Général des collectivités territoriales (MODIFICATION)</li></ul>	Etude d'impact	10 14 18 112/113

N° remarque	Modification	Document concerné	Page
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté du 11 avril 2023 fixant les caractéristiques techniques applicables aux crématoriums et aux appareils de crémation (AJOUT)</li> </ul>	Pièce n°5. Narbonne – Note technique	Toutes
3	<p>Ajout des prescription techniques pour le bâtiment de l'arrêté du 11 avril 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Largeurs minimales dans le bâtiment</li> <li>Dispositif général d'arrêt des systèmes électriques</li> <li>Vanne de coupure d'urgence du gaz</li> <li>Isolation acoustique (cérémonie, urnes) de 30 dB</li> </ul>	Etude d'impact	18/19
3	Système d'introduction du cercueil : sécurité, durée de processus	Etude d'impact	19
3	Distance de 4 m entre l'ouverture du four et la paroi opposée	Etude d'impact	19
3	Dimensions de l'ouverture de 80 cm x 100 cm	Etude d'impact	19
3	Vitesse minimale d'éjection de 8 m/s	Etude d'impact	20
2	<p>Hauteur de cheminée</p> <p>Ajout du relevé topographique du bâtiment</p>	Etude d'impact Annexes 2 & 5	20
		Pièce n°2. Narbonne - Note de présentation du dossier	3
		Pièce n°4. Narbonne – Présentation architecturale du projet	2
3	Orifice de prélèvement des effluents gazeux	Etude d'impact	20
4.1	Lieu de traitement des eaux usées en période de travaux	Etude d'impact	85
4.1	Estimation du volume journalier d'eaux usées	Etude d'impact	85
4.2	Estimation du volume journalier en eau potable	Etude d'impact	89
4.5.1	Tableau non lisible et sans légende → erreur, supprimé	Pièce n°3. Narbonne – Tableau des mesures de rejets atmosphériques	1
6	<p>Ajout des bruits résiduels retenus</p> <p>Généralités sur le calcul des niveaux sonores</p>	Etude d'impact	81/82 99 à 101

N° remarque	Modification	Document concerné	Page
	Estimation des émergences du projet		101/102

Les points suivants n'ont pas été modifiés : la raison a été explicitée.

N° remarque	Remarque	Justification
3	Température minimale pour l'introduction des cercueils à 350°C	Selon la réglementation, le cercueil peut être inséré sur la plage de température 350 – 900°C Le four FTIII permet l'insertion sur la plage de température 390 – 850°C => <b>celle-ci est comprise dans la plage réglementaire.</b>
4.3	Gestion des déchets de filtration	Déjà précisé page 98 de l'étude d'impact
4.3	Gestion des déchets pouvant contenir du mercure	Le mercure est vaporisé en totalité lors de la crémation : les seuls déchets contenant du mercure sont donc le réactif de filtration. Comme précisé, celui-ci est évacué par un prestataire spécialisé vers un centre d'enfouissement (ISDD).

Par ailleurs, la Pièce n°11 – *Narbonne – Plans détaillés du projet de crématorium* a également été modifiée en cohérence avec les points évoqués ci-avant.

Le document EQRS a été repris en tenant compte des remarques des paragraphes 4.5.2 et 5 de l'avis de l'ARS :

- Ajout d'un paragraphe sur la représentativité des résultats de dispersion obtenus pour le NO2 et son extrapolation aux autres substances retenues dans l'ERS (page 34)
- Ajout d'un paragraphe relatif au choix de la VTR aiguë pour le CO (page 29)
- Ajout d'un paragraphe sur la raison du « maximal » pour l'aigu (page 34)
- Ajout des durées de pondération associées aux concentrations d'exposition aiguë (tableau 12 page 38)
- Ajout d'une phrase pour expliquer l'absence de calcul d'ERI pour les dioxines (sous le tableau 10 page 29)
- Correction des résultats de QD présentés dans le tableau 20 pour la voie orale (ils reprennent bien les DJE présentées au tableau 15 et un calcul est effectué en considérant les VTR cette fois-ci) (page 51)
- Correction des sommes de QD pour correspondre aux tableaux obtenus pour la voie respiratoire et la voie orale (page 52)